



Note exploratoire du CHPM n°3

# L'Europe à l'heure de la « fenêtre de vulnérabilité stratégique »

Arthur Lusenti



## Le CHPM en bref

Le **Centre d'histoire et de prospective militaires (CHPM)** a été fondé en 1969 sous l'impulsion du colonel EMG Daniel Reichel. Il est installé depuis 1971 dans la propriété de Verte Rive, ancienne demeure du Général Henri Guisan. Le CHPM est un centre de recherche indépendant qui favorise les études consacrées à l'histoire et à la pensée militaires, et constitue également un lieu d'échange intellectuel international cultivant la pluridisciplinarité. Il accueille des passionnés et des spécialistes qui confrontent leurs idées et partagent l'état de leurs travaux. Principal pôle d'étude de la Res Militaris en Suisse romande, le CHPM soutient la publication d'ouvrages et propose à ses membres des conférences et activités régulières, notamment sous la forme de cours d'histoire militaire, ainsi que des formations dans le domaine des études stratégiques et de la sécurité. Il mène également un programme visant à exploiter le *wargame* comme outil pédagogique et d'expérimentation théorique.

Les **notes exploratoires du CHPM** s'inscrivent dans la continuité des autres activités du CHPM et notamment celle de sa vocation originelle, soit contribuer à la préparation des forces au travers de l'exposition des praticiens aux apports de l'histoire militaire, y compris dans sa formulation la plus contemporaine. Rédigées dans un vocabulaire aussi accessible que possible, elles visent à mettre en exergue des aspects opérationnels et tactiques du sujet abordé dans le respect des normes académiques.

**Citation** : Arthur Lusenti, « L'Europe à l'heure de la « fenêtre de vulnérabilité stratégique », *Note exploratoire du CHPM n°3*, Centre d'Histoire et de Prospective Militaires, Pully, 4 avril 2026.

**ISBN** : 978-2-8399-5142-4

**Copyright** : tous droits réservés, CHPM, 2026

**Crédits photos de couverture** : Soldats russes patrouillant devant une voiture blindée ; Système HIMARS tirant un missile ; Frégate FREMM française ; Royal Marines britanniques en exercice ; Soldats de la Première de Division de Cavalerie américaine ; Exercice conjoint entre F-35 américains et Rafale français. Tous *via* Wikicommons.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de son auteur.

## Comité de relecture

**Claude Meier** est président du Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (CHPM) à Pully. Divisionnaire libéré, il a mené une carrière de pilote militaire totalisant plus de 4 000 heures de vol notamment sur Pilatus PC-7 et PC-9, Vampire (DH-100 et DH-115), BAE Hawk Mk.66, F-5E/F Tiger II et F/A-18C/D Hornet. Chef de l'État-Major de l'armée suisse de 2016 à 2020, puis Officier général auprès des centres de Genève dédiés à la politique de paix et de sécurité (GCSP, DCAF, GICHD), il est également titulaire d'un Diplôme d'Études Approfondies en méthode de l'histoire, obtenu auprès de l'École Pratique des Hautes Études, d'un Brevet d'Études Militaires Supérieures et Diplôme d'Études Supérieures de Défense de l'École de Guerre (à Paris) et d'un Master of Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management de l'École polytechnique fédérale de Zurich.

**Adrien Fontanellaz** est historien militaire, titulaire d'un Master of Arts in Military History de l'université de Birmingham. Membre du Comité & comité scientifique du CHPM, il est l'auteur d'une série de monographies publiées en Angleterre portant sur des sujets comme les guerres civiles angolaises, éthiopiennes et sri-lankaises ou encore les affrontements entre le Japon et l'Union soviétiques ainsi que de deux ouvrages en langue française dédiés à l'histoire des armées irakiennes et ukrainiennes. Il contribue régulièrement dans des revues spécialisées comme la *Revue Militaire Suisse (RMS)* et *Défense & Sécurité Internationale (DSI)*.

**Dominique Andrey** a suivi une formation d'ingénieur en génie civil, qu'il a achevé par un doctorat en sciences techniques de l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Entré par la suite dans le corps des officiers de carrière de l'armée suisse, il a occupé différents postes d'instruction, d'état-major et de commandement. En tant qu'officier général, il est devenu Commandant de corps, et a été commandant des Forces terrestres, suppléant du Chef de l'Armée, et finalement conseiller militaire du Chef du Département fédéral de la défense (DDPS). Retraité depuis juillet 2018, il consacre désormais son temps à diverses activités académiques et associatives ; il préside notamment l'Association Suisse d'Histoire et de Sciences Militaires (ASHSM).

## À propos de l'auteur

**Arthur Lusenti** est spécialiste en affaires internationales et économiques qui se concentre sur les questions de politiques de sécurité et de commerce international. Titulaire d'un certificat en sciences sociales et humanités de Sciences Po et d'un Master en Affaires Internationales de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID), il a travaillé en tant que Research & Project Officer au sein du Geneva Centre for Security Policy (GCSP), où il a notamment étudié et analysé les doctrines nucléaires indiennes et pakistanaïses. Il effectue son service militaire en Suisse au profit de l'État-Major de l'Armée.

## Abstract

Pris en tenaille entre la Russie et la menace d'un désengagement militaire américain, les États européens risquent de devoir faire face à une véritable « fenêtre de vulnérabilité », qui commencera au moment où les hostilités cesseront – ou du moins diminueront fortement – sur le théâtre ukrainien et où Moscou pourra envisager la suite de sa guerre contre l'Occident. Cette « fenêtre » peut être décrite comme une période de forte incertitude durant laquelle trois facteurs convergeront pour augmenter le risque d'une agression russe contre un ou plusieurs États européens. Premièrement, la fragilité de l'engagement américain envers l'OTAN et les choix militaires américains de l'Administration Trump en Europe. Deuxièmement, l'appétit révisionniste grandissant de la Russie, qui ne se limite pas à l'Ukraine, fait peser une menace durable et croissante sur la sécurité européenne. Troisièmement, les Européens n'ont pas, à court et moyen terme, les moyens de pallier les manquements liés à un désengagement, partiel ou total, de l'allié américain. Cette « fenêtre de vulnérabilité » représente un moment de tous les dangers pour l'Europe, qui, encore trop dépendante de Washington et qui n'est pas encore en mesure d'assurer sa défense de manière autonome, risque de passer sous les fourches caudines de Moscou.

## Table des matières

<b>Table des matières.....</b>	<b>4</b>
<b>Glossaire .....</b>	<b>5</b>
<b>I. L'instabilité de l'engagement militaire américain en Europe.....</b>	<b>7</b>
<b>II. L'appétit grandissant de Poutine.....</b>	<b>11</b>
<b>III. L'incapacité militaire européenne.....</b>	<b>17</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>22</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>25</b>



## Glossaire

ADS :	<i>Air Defense System</i> ou système de défense aérienne.
AFV :	<i>Armored Fighting Vehicle</i> ou véhicule de combat blindé.
APC :	<i>Armored Personnel Carrier</i> ou véhicule de transport de troupe blindé.
APL :	Armée Populaire de Libération chinoise.
C2 :	Commande et contrôle.
CMI :	Complexe militaro-industriel.
DML :	District Militaire de Leningrad des forces armées russes.
DMO :	District Militaire Ouest des forces armées russes.
DMM :	District Militaire de Moscou des forces armées russes.
GFPR :	<i>Global Force Posture Review</i> ou Revue de la posture de force globale des États-Unis. La GFPR est un document qui détaille le nombre et l'affectation des forces armées américaines sur le globe.
IFV :	<i>Infantry Fighting Vehicle</i> ou véhicule de combat d'infanterie.
LHD :	<i>Landing Helicopter Dock</i> ou Navire d'assaut amphibie polyvalent doté d'un pont d'envol à utilisable pour les aéronefs et drones (principalement à décollage vertical).
MBT :	<i>Main Battle Tank</i> ou Char de combat/d'assaut en français.
MCO :	Maintien en Conditions Opérationnelles, Le Maintien en Conditions Opérationnelles (MCO) désigne l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles (maintenance préventive et corrective) visant à garantir la disponibilité, les performances et la sécurité constantes des équipements, infrastructures et systèmes d'information de l'armée.
MLRS :	<i>Multiple Launch Rocket System</i> ou Système de lance-roquette multiples.
NDS :	<i>National Defense Review</i> ou Revue de défense nationale des États-Unis. La NDS est le document structurant de chaque administration américaine pour définir les priorités stratégiques et militaires des États-Unis.
OTAN :	Organisation du Traité Atlantique Nord, qui est l'alliance militaire regroupant les alliés américains et européens. Fondée en 1949 par le Traité de Washington.
SACEUR :	<i>Supreme Allied Commander Europe</i> ou Commandant suprême allié pour l'Europe est l'officier dirigeant les forces de l'OTAN.
SNA :	Sous-marin nucléaire d'attaque, à propulsion nucléaire et armement conventionnel.

- SNLE : Sous-marin nucléaire lanceur d'engin, porteur de missiles ayant des têtes nucléaires.
- SPG : *Self-Propelled Gun* ou canon auto-tracté est un système d'artillerie équipé de son propre système de mise en mouvement.
- USAF : *US Air Force* ou Force aérienne des États-Unis.
- USN : *US Navy* ou Force navale des États-Unis.

## Introduction

Un récent rapport de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS), un influent think tank britannique spécialisé dans les questions de défense et de sécurité, présente lucidement les implications capacitaires, stratégiques et financières d'un éventuel désengagement, voire d'un retrait militaire américain du continent européen.<sup>1</sup> La conclusion de ce rapport est sans appel : "(...) dans les prochaines décennies, l'industrie européenne de la défense aura de grandes difficultés à remplacer les capacités mises en œuvre par les forces armées américaines, en particulier dans les domaines aérien et maritime."<sup>2</sup> Ce désengagement potentiel, qui n'a été ni confirmé ni infirmé dans la *US National Defense Strategy* (NDS), mais qui pourrait prendre forme dans le cadre de la *Global Force Posture Review* (GFPR)<sup>3</sup> qui devrait être publiée dans le courant de l'année 2026, se superpose donc à un contexte sécuritaire très tendu en Europe, en raison de la poursuite de l'agression russe en Ukraine et de l'impréparation générale des États européens à une guerre de haute intensité.<sup>4</sup>

Cet article présente la nature de la menace pesant sur la sécurité du continent européen – la « fenêtre de vulnérabilité » européenne – qui se cristallise en trois points. Le premier est la tendance lourde à un désengagement de l'Europe des engagements militaires américains en personnel et en capacités. En deuxième lieu, il y a la politique expansionniste et agressive de la Russie de Poutine, qui menace la souveraineté de certains États européens d'une attaque directe. Enfin, s'y ajoute l'incapacité politique, capacitaire et militaire de l'Europe à monter rapidement en puissance pour assurer sa propre sécurité.

---

<sup>1</sup> Barry, Ben et al. "Defending Europe Without the United States: Costs and Consequences", IISS, May 2025.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p.5 Traduction de l'auteur.

<sup>3</sup> La NDS est le document structurant de chaque administration américaine qui définit les priorités stratégiques et militaires des États-Unis, les menaces et la posture globale des forces armées américaines pour une période de quatre à six ans. Dans une certaine mesure, ce document peut être comparé au « Livre Blanc » français, même si ce dernier est plus large, englobant systématiquement les questions de sécurité intérieure, de diplomatie, de défense, de politique industrielle de défense et d'armement ou encore de cybersécurité. Le « Livre Blanc » est publié moins fréquemment, tous les cinq à dix ans. La GFPR est un document qui détaille le nombre et l'affectation des forces armées américaines dans le monde.

<sup>4</sup> Baverez, Nicolas et Bernard Cazeneuve. Réarmer la France- Guerre de haute intensité en Europe : un modèle d'armée à transformer, *Institut Montaigne*, <https://tinyurl.com/23697z23>, 25 juillet 2025. Consulté le 12 janvier 2026.

## I. L'instabilité de l'engagement militaire américain en Europe

Pour un continent qui s'est appuyé sur la garantie de sécurité américaine depuis la fin des années 1940, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a logiquement suscité des inquiétudes chez de nombreux dirigeants européens.<sup>5</sup> En effet, les tendances isolationnistes du Président américain lors de son premier mandat, couplées à sa volonté de se rapprocher de dictateurs tels que le nord-coréen Kim Jong-Un et le russe Vladimir Poutine ainsi qu'à son relatif désintérêt pour les questions liées à la sécurité européenne ne présageaient rien de bon pour le Vieux Continent. De surcroît, les Européens se souviennent de la nature transactionnelle du Président et de son *Art of the Deal*, une manière de faire qui ne s'accorde guère avec les engagements sécuritaires et la défense collective, pilier de l'alliance transatlantique de l'OTAN.<sup>6</sup>

Sans aucun doute, les premiers mois de l'Administration Trump 2.0 n'ont pas réconforté les décideurs politiques européens. Après que le candidat Trump ait déclaré, lors de sa campagne, qu'il "[...] encouragerait la Russie à faire ce qu'elle veut à tout pays de l'OTAN qui ne paie pas assez [...]"<sup>7</sup>, le Président Trump s'est illustré par des commentaires méprisants envers le Président ukrainien Zelensky, le traitant volontiers de "[...] dictateur [...]" et lui reprochant d'avoir "[...] commencé une guerre qu'il ne pouvait pas gagner [...]" et de n'être "[...] pas assez reconnaissant de l'aide militaire américaine [...]" envers son pays.<sup>8</sup> Parallèlement, le Président américain a privilégié une diplomatie bilatérale avec les chefs d'État européens, mêlant notamment dossiers économiques et sécuritaires, plutôt qu'avec l'UE ou l'OTAN, maximisant ainsi la disparité de puissance entre les États-Unis et leurs alliés européens. D'autres membres importants de l'Administration ont soufflé le chaud et le froid sur la continuité de l'engagement militaire américain en Europe, notamment lorsque le Secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a déclaré que "[...] notre message à nos alliés européens est clair. C'est maintenant qu'il faut investir, car on ne peut pas partir du principe que la présence américaine sera éternelle."<sup>9</sup> Malgré un sommet de l'OTAN à La Haye qui s'est déroulé sans encombre, – et l'engagement d'une grande partie des États membres de l'OTAN de consacrer jusqu'à 3.5% de leur PIB spécifiquement à la défense – il semble que la

---

<sup>5</sup> Gergiieva, Valeriia. Network reflections: What will Trump's election mean for European security, *European Leadership Network*, <https://europeanleadershipnetwork.org/commentary/network-reflections-what-will-trumps-election-mean-for-european-security/>. 08 novembre 2024. Consulté le 6 août 2025.

<sup>6</sup> Dempsey, Judy and Valasek, Tomas. Trump's NATO, *Carnegie Endowment*, <https://carnegieendowment.org/europe/strategic-europe/2018/07/trumps-nato?lang=en>, 12 juillet 2018. Consulté le 6 février 2026.

<sup>7</sup> Sullivan, Kate. Trump says he would encourage Russia to 'do whatever the hell they want' to any NATO country that doesn't pay enough, *CNN*, <https://edition.cnn.com/2024/02/10/politics/trump-russia-nato>, 11 février 2024. Consulté le 4 janvier 2026.

<sup>8</sup> Trump calls for 'ceasefire now' between Russia and Ukraine, *AP News*, <https://apnews.com/live/donald-trump-latest-news-2-28-2025>, 25 février 2025. Consulté le 20 janvier 2026. Traduction de l'auteur.

<sup>9</sup> Czupryk, Maxime. L'Europe ne peut pas supposer que la présence militaire américaine durera éternellement, *7sur7*, <https://tinyurl.com/nakbwvmb>, 14 février 2025. Consulté le 10 janvier 2026.

question de la pérennité de l'engagement militaire américain en Europe reste en suspens.<sup>10</sup> La récente décision du Pentagone de retirer des troupes de Roumanie et d'Allemagne renforce les craintes d'un désengagement américain en Europe.<sup>11</sup>

De fait, plusieurs éléments laissent entrevoir la possibilité d'un retrait des forces américaines, ou du moins d'un désengagement, du théâtre européen. Tout d'abord, et surtout, il y a le fameux « Pivot vers l'Asie », amorcé en 2011 par l'Administration Obama, puis soutenu par les Administrations Trump et Biden, sans césure ni inflexion majeure.<sup>12</sup> Ce pivot marque un changement de cap majeur dans la politique étrangère américaine, faisant de la Chine, autrefois un partenaire commercial et politique prometteur, le compétiteur stratégique numéro un des États-Unis. Dans ce contexte, Beijing devient un « pair » dans le vocabulaire de Washington, qu'il s'agit de contenir afin d'empêcher qu'il obtienne une hégémonie régionale qui pourrait, potentiellement, se transformer en prédominance mondiale.<sup>13</sup> Face à l'ampleur du défi chinois – l'Armée Populaire de Libération chinoise (APL) a quintuplé son budget depuis le début des années 2000, possède aujourd'hui plus de navires actifs que l'*US Navy* et a significativement diminué son retard technologique sur les meilleures armées du monde<sup>14</sup> –, le Pentagone doit faire des choix et privilégier l'Indopacifique sur l'Europe. En termes techniques, cela signifie que le gouvernement américain a révisé sa stratégie dite des « deux principaux théâtres de guerre », selon laquelle les forces armées américaines devraient être en mesure de remporter simultanément la victoire sur deux théâtres majeurs de guerre, pour adopter une stratégie de concentration des forces face à un seul adversaire, sur un théâtre principal.<sup>15</sup>

Cette ligne de pensée est défendue avec vigueur par Elbridge Colby, actuel Sous-Secrétaire d'État à la Politique de défense, qui est chargé de définir l'allocation des forces et de la posture de défense des forces armées américaines. Dans son livre *The Strategy of Denial*, Colby expose cette stratégie qui donne la priorité au théâtre indo-pacifique et vise notamment à créer une coalition anti-hégémonique contre la Chine, en intensifiant les partenariats de défense avec les alliés et partenaires stratégiques

---

<sup>10</sup> Van Rij, Armida et Kajsja Ollongren. Five key priorities for NATO after the summit in The Hague – and how to make progress, *Chatham House*, <https://tinyurl.com/58amju7x>, Consulté le 7 février 2026.

<sup>11</sup> Murray, Shona. US troop drawdown in Romania signals wider US pivot away from Europe, *Euronews*, <https://www.euronews.com/my-europe/2025/11/03/us-troop-drawdown-in-romania-signals-wider-us-pivot-away-from-europe>, 3 novembre 2025. Consulté le 10 janvier 2026.; Matza, Max. US to cut troop levels in Germany by 5,000 amid Trump spat with Merz, *BBC*, <https://www.bbc.com/news/articles/c0729d374mxo>, 2 mai 2026. Consulté le 8 mai 2026.

<sup>12</sup> Fontaine, Richard and Blackwill, Robert. “The U.S. Pivot to Asia and American Grand Strategy”, *Horizons*, Autumn 2024, No.28

<sup>13</sup> Doshi, Rush. *The Long Game: China's Grand Strategy to Displace American Order*, Oxford University Press, 2021.

<sup>14</sup> Erickson, Andrew S. “The People of China's Navy and Other Maritime Forces”, *China Maritime Studies Institute*, China Maritime Report No.47, mai 2025., p.4.

<sup>15</sup> En anglais, on parle de “Two-Major Theater War Standard”. Se référer à : Popescu, Ionut. “Adapting US Defense Strategy to Great-Power Competition”, *The US Army War College Quarterly*, Manuscript 3332, 2025.

clés de la région, comme le Japon, l'Inde, Taïwan, la Corée du Sud et l'Australie.<sup>16</sup> Selon cette théorie, l'ordre des priorités est clair : seule la Chine dispose des capacités et de la volonté de changer le *statu quo* régional, ce qui, vu l'importance géo-économique et stratégique de la zone indopacifique, pourrait permettre à Beijing de devenir, à terme, la première puissance mondiale. Selon lui, l'asymétrie de force est telle entre la Chine et les autres États de la région, que seuls les États-Unis sont à mêmes de disposer des ressources nécessaires pour contrer la Chine.

Figure 1 – Effectifs des forces armées américaines en Europe (estimations).<sup>17</sup>

Pays de stationnement	US Army	US Air Force (USAF)	US Navy (USN)	US Marine Corps (USMC)	Bases principales (Branche des forces armées)	Total
<b>Allemagne</b>	~ 22'200	~ 13'000	~ 400	~ 400	Wiesbaden (Army) Ansbach (Army) Stuttgart (Army) Ramstein (USAF) Spangdahlem (USAF)	~ 36'000
<b>Italie</b>	~ 4'050	~ 4'900	~ 3'500	~ 50	Camp Darby (Army) Vicenza (Army) Ghedi (USAF) Aviano (USAF) Naples (USN) Sigonella (USN)	~ 12'500
<b>Royaume-Uni (UK)</b>	~ 200	~ 9'500	~ 250	~ 50	Mildenhall (USAF) Alconbury (USAF) Menwith Hill (USAF) Lakenheath (USAF)	~ 10'000
<b>Espagne</b>	~ 50	~ 400	~ 3'200	~ 50	Morón (USAF) Rota (USN)	~ 3'700
<b>Pays-Bas et Belgique</b>	~ 720	~ 600	~ 130	~ 50	Benelux/Brunssum (Army)	~ 1'500
<b>Grèce</b>	~ 10	~ 30	~ 360	-	Souda Bay (USN)	~ 400
<b>Pologne</b>	~ 200	~ 30	~ 90	~ 20	Redzikowo (USN)	~ 340
<b>Portugal</b>	~ 5	~ 170	~ 50	~ 15	Lajes Field (USAF)	~ 240
<b>Roumanie</b>	~ 30	~ 10	~ 100	~ 10	Kogalniceanu (USAF)	~ 150
<b>Turquie</b>	~ 120	~ 1560	-	~ 20	Izmir (Army) Incirlik (USAF)	~ 1'700
<b>Paix</b>	<b>27'585</b>	<b>30'200</b>	<b>8'080</b>	<b>665</b>		<b>66'530</b>
<b>Conflit</b>	<b>~ 25'000</b>	<b>~ 25'000</b>	<b>~ 8'000</b>	<b>~ 3'470</b>		<b>128'000</b>

<sup>16</sup> Colby, Elbridge. *The Strategy of Denial: American Defense in an Age of Great Power Conflict*, Yale University Press, 2021.

<sup>17</sup> Sources : Carlough, Molly et al. "Where Are U.S. Forces Deployed in Europe?", *Council on Foreign Relations (CFR)*, <https://www.cfr.org/article/where-are-us-forces-deployed-europe> 25 février 2025. Consulté le 29 janvier 2026 ; Barry, Ben et al. "Defending Europe Without the United States: Costs and Consequences", *IJSS*, May 2025., p.13-16; Tanghe, Mila. "Going, Going ... ? The US Base Network in Europe", *ECFR*, <https://cepa.org/article/going-going-the-us-base-network-in-europe/>, 14 avril 2025. Consulté le 12 janvier 2026 ; Bergmann, Max and Svendsen, Otto. "How Europe Can Defend Itself with Less America", *CSIS*, October 2025, p.6-7.

Dans cette mesure, le théâtre européen, et donc la contribution américaine à la dissuasion conventionnelle de la Russie, sont mécaniquement relégués au second plan, même si Colby ne suggère pas qu'un désengagement à large échelle serait dans l'intérêt national des États-Unis.<sup>18</sup> L'autre argument majeur de Colby pour justifier le transfert des forces américaines d'Europe vers l'Indopacifique réside dans la géopolitique européenne : les alliés européens sont, pris ensemble, bien plus riches et potentiellement plus puissants militairement que la menace qui leur fait face, à savoir la Fédération de Russie.<sup>19</sup> Dès lors, il est logique que ces pays s'engagent plus intensément dans l'effort de défense et dans la sauvegarde de leur souveraineté. Selon Colby, les États-Unis resteront présents militairement en Europe, en assistant les États européens dans les domaines capacitaires peu ou pas développés par ceux-ci (renseignement, *Command and Control* (C2), transport stratégique, défense antiaérienne, capacités de frappe en profondeur, etc.).<sup>20</sup> Toutefois, cette présence sera parallèlement liée à une forte injonction faite aux pays européens de se renforcer militairement, comme le mentionne précisément la National Defense Strategy de janvier 2026 : "*En Europe, comme dans d'autres théâtres, les alliés vont prendre le « lead » face à des menaces qui sont moins directes pour nous (...)*"<sup>21</sup> Il est également important de noter que si Washington pousse dans la direction d'une Europe plus capable militairement, elle ne soutient pas pour autant l'émergence d'une Europe unie et d'une véritable autonomie stratégique européenne.

Comme le montre la Figure 1 ci-dessus, les forces américaines présentes en Europe (placées sous le commandement du *United States European Command* ou *USEUCOM*) comptent environ 67'000 militaires, principalement issus de l'*US Army* et de l'*US Air Force*. Les forces terrestres équivalent, ensemble, à quatre brigades de mêlée (deux brigades mécanisées lourdes, une brigade légère *Stryker* et une brigade aéroportée d'assaut), une brigade d'artillerie à longue portée, une brigade de défense antiaérienne de théâtre, et plusieurs bataillons de défense antiaérienne à courte portée. Les forces aériennes et aéronavales américaines comprennent une brigade d'aviation, sept escadres de chasse et deux escadres de renseignement électronique, ainsi qu'un ou deux groupes aéronavals et cinq navires de combat majeurs, tels que des destroyers, des croiseurs ou des frégates.<sup>22</sup> Le rapport de l'IISS ajoute qu'en cas de conflit de haute intensité en Europe, les forces armées américaines doubleraient,

<sup>18</sup> Colby, Elbridge. *Op. Cit.*, p.33. Cet argument a été répété par Colby lors d'un discours en Février, voir: Remarks by Under Secretary of War for Policy Elbridge Colby at the NATO Defense Ministerial (As Prepared), U.S. Department of War, <https://www.war.gov/News/Speeches/Speech/Article/4404801/remarks-by-under-secretary-of-war-for-policy-elbridge-colby-at-the-nato-defense/>, 12 février 2026. Consulté le 13 février 2026.

<sup>19</sup> Grand, Camille. "Defending Europe with Less America", *ECFR*, July 2024, p.9-11.

<sup>20</sup> Colby, Elbridge. *Op. Cit.*, p.270-271.

<sup>21</sup> National Defense Strategy 2026, *Department of War*, 23 January 2026., p.4. Traduction de l'auteur.

<sup>22</sup> Barry, Ben et al. *Op. Cit.*, p.13-16. Voir aussi : Millot, Marc Dean. "The Future of U.S. Military Presence in Europe", *RAND Corporation*, 1992.

théoriquement, leur volume de forces alloué à l'Europe, pour atteindre environ 128'000 personnels.<sup>23</sup> De fait, cette présence militaire conventionnelle américaine reste vitale pour la défense de l'Europe, et constitue le fer de lance (« force de réaction rapide ») de la dissuasion sur le continent. Ainsi, les intentions de l'Administration Trump en matière de désengagement sur le plan militaire en Europe ont le potentiel de déséquilibrer largement l'architecture européenne de défense, et de créer des lacunes capacitaires que les Européens auront du mal à compenser, au moins à court et à moyen terme.<sup>24</sup> Un tel affaiblissement des capacités de défense conventionnelles de l'Europe constituerait donc le premier élément de la « fenêtre de vulnérabilité » pour l'Europe et ses États.

## II. L'appétit grandissant de Poutine

Toute stratégie résulte de la conjugaison de la volonté politique et des capacités matérielles. Si personne ne peut évidemment connaître exactement les visées du Kremlin, il paraît aujourd'hui évident que la Russie de Poutine ne limite pas ses ambitions au théâtre ukrainien. Deux éléments constitutifs de la volonté politique révisionniste du Kremlin sont ici mobilisés : la conception politico-militaire russe du *Grand bargain* en Europe, ainsi que les actions belliqueuses menées par la Fédération de Russie contre les États européens. L'aspect des capacités est étudié sous l'angle d'une estimation des actifs et des stocks militaires russes, ainsi que d'une analyse de la capacité des armées russes à régénérer leurs forces.

Les stratèges russes ont la conviction intime que l'Ukraine n'est qu'un pion géopolitique sur l'échiquier des relations entre les grandes puissances qui comptent – les États-Unis, la Chine, et la Russie – et que le dossier ukrainien n'est ultimement qu'un élément du plus vaste dossier du *Grand bargain* entre les États-Unis et la Russie concernant la puissance devant légitimement dominer l'Europe.<sup>25</sup> Cette conception russe s'est notamment manifestée lors de l'ultimatum que la Russie a adressé aux dirigeants de l'OTAN à la fin de l'année 2021. La Russie y exigeait des « garanties de sécurité » sous la forme d'une cessation de toute activité liant l'OTAN à l'Ukraine et la Géorgie, ainsi que du retrait de l'ensemble des forces armées et des infrastructures militaires étrangères (à savoir, essentiellement américaines) présentes sur le territoire des pays ayant rejoint l'OTAN après 1997.<sup>26</sup> En d'autres termes, le Kremlin vise non seulement

---

<sup>23</sup> Barry, Ben et al. *Op. Cit*, p.14.

<sup>24</sup> Spatafora, Giuseppe. No surprises? Preparing for the US defence strategy and posture review, EUISS, <https://www.iss.europa.eu/publications/commentary/no-surprises-preparing-us-defence-strategy-and-posture-review>, 24 juillet 2025. Consulté le 11 novembre 2025.

<sup>25</sup> Kagan, Robert. *The Jungle Grows Back : America and Our Imperiled World*, New York : Vintage Books, 2019., p. 11.

<sup>26</sup> Вперед, в прошлое. Россия требует от США и НАТО восстановить в Европе ситуацию 1997 года, *Kommersant*, <https://tinyurl.com/bp5m286v>, 17 décembre 2021. Consulté le 2 octobre 2025.

à « finlandiser » ou à « vassaliser » l'Ukraine, mais également à réviser de manière exhaustive le système de sécurité européen tel qu'il s'est développé depuis la dissolution de l'URSS, afin de permettre à Moscou de retrouver la primauté sur ses anciens dominions soviétiques d'Europe de l'Est et du Sud-Est. Cette volonté russe prédate 2021, voire 2014 ou 2008, et se retrouve déjà dans la formule devenue célèbre du Président Eltsine, adressée au Président Clinton lors d'un entretien en 1999 : « *Bill, je ne te demande qu'une seule chose. Donne l'Europe à la Russie. Les États-Unis peuvent avoir le monde entier, mais la Russie peut assurer la sécurité de l'Europe.* »<sup>27</sup> Ainsi, la pensée stratégique et politico-militaire russe post-soviétique repose sur l'ambition de dominer, ou du moins de prévaloir sur l'ensemble du continent européen, au-delà de l'Ukraine. Reste à savoir si cela relève d'une simple option théorique ou d'une réelle vision stratégique

Les actions belliqueuses de la Fédération de Russie envers ses voisins européens témoignent également de cette volonté révisionniste. Ces actions, qui se situent sous le seuil du conflit militaire, témoignent d'une stratégie d'escalade mesurée visant à tester les limites de l'OTAN ainsi que la crédibilité des engagements militaires supranationaux sur lesquels repose l'architecture de sécurité européenne.<sup>28</sup> Ces derniers temps, les Russes ont redoublé d'efforts pour violer l'espace aérien de leurs voisins occidentaux. Des avions non identifiés ont ainsi survolé une partie de l'espace aérien polonais sans autorisation, poussant Varsovie à invoquer l'article 4 du Traité de Washington (OTAN). D'autres « incidents », provoqués par Moscou, ont inclus les violations des espaces aériens allemand, danois ou encore roumain entre 2024 et 2025.<sup>29</sup> Par ailleurs, Moscou finance et soutient un réseau dense de désinformation et de manipulation de l'information afin d'influencer l'opinion publique dans les pays occidentaux et de déstabiliser les démocraties de l'intérieur.<sup>30</sup> La Fédération de Russie mène également des actions de sabotage à grande échelle, notamment en mer Baltique, où sa « flotte fantôme » est soupçonnée d'être impliquée dans la destruction d'infrastructures critiques, telles que des câbles de communication sous-marins.<sup>31</sup> Enfin, Moscou est parvenu à partiellement infiltrer la sphère psychologique d'une partie non négligeable des sociétés occidentales, en imposant son narratif selon lequel la cause ukrainienne est perdue d'avance, que l'élargissement de l'OTAN est la « cause profonde »

---

<sup>27</sup> Jauvert, Vincent. "Bill, donne l'Europe à la Russie" : les incroyables échanges secrets Clinton-Eltsine, *Nouvel Obs*, <https://tinyurl.com/a2emfjxa>, 11 novembre 2018. Consulté le 20 octobre 2025.

<sup>28</sup> Schmitt, Olivier. "How to challenge an international order: Russian diplomatic practices in multilateral security organisations," *European Journal of International Relations*, N°26, Vol. 3, 2019.

<sup>29</sup> Violations of non-combatant airspaces during the Russo-Ukrainian war (2022–present), *Wikipedia*, <https://tinyurl.com/yk977pr8>. Consulté le 20 octobre 2025.

<sup>30</sup> Kononko, Kostiantyn. "'Hybrid' Strategy of the Russian Federation toward European Countries: Forms, Content and Possible Countermeasures", *Konrad Adenauer Stiftung*, 2025, p.5.

<sup>31</sup> Bouissou, Julien. Espionage, sabotage and ghost tanks in the Baltic Sea, *Le Monde*, <https://tinyurl.com/25tuvk62>, 13 octobre 2025. Consulté le 18 octobre 2025.

de la guerre et que la Russie est une puissance invincible.<sup>32</sup> Du point de vue militaire-stratégique, ces actions illustrent parfaitement la doctrine russe de « contournement de la lutte armée », qui permet à Moscou de garder l'initiative en mettant en œuvre des moyens hybrides, asymétriques et non linéaires, en deçà du seuil normal de confrontation militaire.<sup>33</sup> La Russie vise ainsi à affaiblir l'unité des pays européens autour du renforcement de leurs capacités de défense et de leur soutien à l'Ukraine, afin d'établir *de facto* sa domination politique à l'échelle du continent.



Figure 1 - Réorganisation du système des districts militaires en Russie occidentale, avec posture de forces.<sup>34</sup>

Si la volonté révisionniste de Moscou est établie, qu'en est-il de ses capacités ? Si les forces armées russes ont été décimées durant la campagne en Ukraine, il est certain que la Fédération de Russie restera une menace majeure pour la sécurité de l'Europe dans les années à venir.<sup>35</sup> Les évaluations des différents services de renseignement

<sup>32</sup> « Désinformation russe : Mieux connaître le phénomène pour y faire face – Dossier de Presse », *Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères*, 2024.

<sup>33</sup> Minic, Dimitri. *Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2023.

<sup>34</sup> Sources : Russian Military Districts, *Institute for the Study of War (ISW)*, <https://understandingwar.org/map/russian-military-districts/>, 10 mai 2022, Consulté le 16 octobre 2025 ; Russian Military Forces : Interactive Map, Georgian Foundation for Strategic and International Studies (GFSIS), <https://gfsis.org.ge/maps/russian-military-forces>, Consulté le 3 février 2026. ; Boulègue, Mathieu et al. « Assessing Russian plans for military regeneration – Modernization and reconstitution challenges for Moscow's war machine », *Chatham House*, Research Paper, July 2024, p.8-9.

<sup>35</sup> Duclos Michel. « [Scénarios] L'OTAN à l'épreuve de la menace russe : l'hypothèse balte », *Institut Montaigne*, Octobre 2025.

occidentaux concordent pour affirmer que la Russie est d'ores et déjà en train de régénérer ses forces, et qu'il faudrait entre deux et dix ans pour que les forces russes soient prêtes à affronter l'OTAN dans un conflit de haute intensité.<sup>36</sup> Les évaluations les plus alarmantes comme celle de l'ISS, considèrent même que la Russie aura la capacité de mener une guerre directe contre un ou plusieurs pays baltes dès 2027.<sup>37</sup> Dans tous les cas, le Kremlin a déjà solidement habitué la société russe à la guerre, et l'économie nationale est désormais largement dépendante de l'effort de guerre avec une dépense de défense de 6.7% du PIB en 2024, chiffre qui a atteint un pic à 7.5% en 2025.<sup>38</sup> De surcroît, les forces armées russes ont énormément appris sur les plans opérationnel et tactique lors de la guerre en Ukraine, et elles représenteront, sans aucun doute un adversaire de tout premier ordre dans n'importe quel conflit futur sur le théâtre européen.<sup>39</sup> La « fenêtre de vulnérabilité » stratégique européenne pourrait donc s'ouvrir lorsque le Kremlin pourra retirer une partie de ses forces d'Ukraine, les régénérer, les regrouper et les concentrer là où il aura identifié un point faible pour l'OTAN et les pays européens (pays baltes, corridor de Suwalki, Roumanie, Moldavie, etc.).

Plus parlants encore que ces chiffres, sont les efforts déployés par le gouvernement russe pour résorber les problèmes liés au manque d'effectifs pour les forces armées. Alors que la Russie avait entamé cette guerre en manquant d'effectifs pour ses troupes de mêlée, la mobilisation mise en œuvre par l'offre de salaires attractifs a largement permis de résorber ce problème.<sup>40</sup> Selon différentes évaluations, les forces armées russes sont ainsi en mesure d'enrôler entre 30'000 et 40'000 recrues par mois, ce qui permet de compenser les pertes subies sur le front.<sup>41</sup> Parallèlement, ces efforts de recrutement s'accompagnent d'une réforme structurelle du fonctionnement des districts militaires dans l'ouest de la Russie, avec la division du District Militaire Ouest (DMO) en deux entités séparées : le District Militaire de Leningrad (DML) et le District Militaire de Moscou (DMM), (voir Figure 2. Cette restructuration, mise en œuvre en 2024, vise à augmenter considérablement les effectifs disponibles tournés vers l'Europe, en passant de six divisions et deux brigades à un total de neuf divisions et une brigade, avec notamment la création d'un nouveau corps d'armée (le 14<sup>ème</sup> CA), d'une division motorisée, et de deux nouvelles brigades d'assaut aéroportées.<sup>42</sup> Le

---

<sup>36</sup> "International Security and Estonia 2024", *Estonian Foreign Intelligence Service*, 2024, p.3-4.

<sup>37</sup> Barry, Ben et al. *Op. Cit.*, p.8.

<sup>38</sup> McGerty, Fenella and Karl Dewey, Global Defence Spending Soars to New High, *I/ISS*, <https://www.iiss.org/online-analysis/military-balance/2025/02/global-defence-spending-soars-to-new-high/>, 12 février 2025. Consulté le 7 février 2026.

<sup>39</sup> Henrotin, Joseph. "Quatre ans de guerre plus tard : les inconnues de la puissance militaire russe", *Défense & Sécurité Internationale (DSI)*, N° 106 hors-série, février-mars 2026.

<sup>40</sup> Fontanellaz, Adrien. *L'armée ukrainienne – Une histoire militaire et immédiate 1991-2025*, Infolio, 2025, p.71.

<sup>41</sup> Boulègue, Mathieu et al. *Op. Cit.*, p.7.

<sup>42</sup> Hird, Karolina. Russia's Military Restructuring and Expansion Hindered by the Ukraine War, *ISW*, <https://tinyurl.com/2ab9z8bj>, 12 novembre 2023, Consulté le 14 octobre 2025.

DMM doit permettre de mieux couvrir le front ukrainien en centralisant notamment le C2 des unités actives sur ce théâtre, tandis que le DML doit permettre de renforcer la posture russe face à l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN. De manière plus générale, le Kremlin ambitionnait d'augmenter la taille des forces armées jusqu'à 1.5 million de militaires en 2025, ce qui démontre que, malgré les pertes considérables subies sur le front ukrainien, la capacité de manœuvre militaire russe devrait encore augmenter au cours des prochaines années.<sup>43</sup>

Figure 3 - Estimation des pertes matérielles et humaines russes depuis février 2022 (estimations).<sup>44</sup>

Type de pertes	Pertes totales à la mi-2025	Quantité d'avant-guerre en service actif (en stock)	% de pertes totales	Projection de capacité de régénération d'ici 2027
<b>Soldats</b>	~ 1'000'000 (dont ~ 250'000 tués)	~ 1'300'000	77%	720'000-980'000
<b>Chars de bataille (MBTs)</b>	~ 4'400	~ 3'100 (9'100)	100% (34%)	~ 300-400
<b>Véhicules de combat d'infanterie (IFVs), Transports de troupes (APCs), Véhicules de combat aéroporté (AFVs)</b>	~ 10'500	~ 14'000 (15'500)	75% (68%)	~ 1'000
<b>Pièces d'artillerie auto-tractées (SPGs)</b>	~ 1'400	~ 2'300 (4'300)	61% (33%)	~ 200
<b>Lance-roquettes multiples (MLRSs)</b>	~ 600	~ 1'200 (1'500)	50% (40%)	~ 80
<b>Systèmes de défense anti-aérienne (ADSs)</b>	~ 300	~ 2'300	13%	-
<b>Hélicoptères</b>	~ 130	~ 800	16%	-
<b>Aviation de combat</b>	~ 90	~ 1'200	8%	-
<b>Navires de guerre (Flotte de la mer noire)</b>	~ 14	~ 60	22%	-

<sup>43</sup> Fontanellaz, Adrien *Op. Cit.*, p.72.

<sup>44</sup> Sources : Barry, Ben et al. *Op. Cit.*, p.10; Massicot, Dara and Richard Connolly. "Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects, Carnegie Endowment for International Peace, September 2024, p.12.; Russo-Ukrainian Warspotting, Confirmed losses, <https://web.archive.org/web/20240409070200/https://ukr.warspotting.net/>. Consulté le 15 janvier 2026 ; Tenenbaum, Élie et al. "Quelle autonomie capacitaire pour l'Europe ? – Une analyse multi-domaine", *IFRI*, Octobre 2025 ; Bergmann, Max and Svendsen, Otto. "How Europe Can Defend Itself with Less America", *CSIS*, Octobre 2025, p.6-7.

Ainsi, en raison de ces pertes massives, les forces terrestres russes devraient enregistrer la plus significative des logiques de régénération et de reconstitution de leurs effectifs, comparativement aux forces navales et aéronautiques moins dramatiquement touchées par l'attrition en Ukraine (voir Figure 3). Si, à l'heure actuelle, le complexe militaro-industriel (CMI) russe n'est pas en mesure de compenser les pertes des équipements, le contexte d'une baisse – voire d'une fin – des hostilités en Ukraine permettrait aux forces terrestres russes de se reconstituer largement. Pour ce faire, le Kremlin cherchera probablement à adopter une « stratégie à plusieurs niveaux », visant à rééquiper seulement les forces de premier échelon avec du matériel de qualité, tout en privilégiant la quantité et le *low-cost* pour les unités de second échelon.<sup>45</sup> Par ailleurs, alors que les stocks de véhicules blindés des forces terrestres ont largement diminués, celles-ci ont adapté leur doctrine d'assaut en combinant une infanterie de faible qualité à une artillerie puissante et à une utilisation omniprésente de drones FPV. Ainsi, les forces terrestres privilégient la remise en condition opérationnelle ou le déstockage d'un grand nombre de chars T-72B, de véhicules de combat d'infanterie BTR-82 ou BMP-3 plutôt que l'acquisition d'un petit nombre de systèmes plus avancés, qui seront de toute façon « consommés » rapidement sur le champ de bataille.<sup>46</sup>

En ce qui concerne les capacités de réparation, de maintien en condition opérationnelle (MCO) et de production, le CMI devrait vraisemblablement être en mesure d'assurer une régénération significative des forces armées russes. Si les sanctions occidentales ont effectivement diminué significativement la capacité du CMI russe à innover et à développer des systèmes de haute technologie, notamment dans les domaines des semi-conducteurs, de l'électronique et des de systèmes optroniques, il s'est largement réorienté vers une production de masse de basse technologie, apte à soutenir l'effort de guerre.<sup>47</sup> Sans aucun doute, l'usure des machines-outils, le blocage des transferts de nouvelles technologies par l'Occident, la diminution progressive des stocks d'équipement soviétiques et la dynamique de surchauffe de l'industrie militaire – chargée d'absorber un tiers du budget fédéral de la défense<sup>48</sup> – induite par « (...) un modèle non viable dans lequel un complexe militaro-industriel soumis à des coûts toujours croissants représente une part importante de la production économique russe, qui est ensuite immédiatement consommée en Ukraine »<sup>49</sup> sont autant de faiblesses pour l'effort de guerre russe, que Moscou ne pourra pas soutenir sur le long terme. Cela étant dit, la Russie a effectivement réussi à mettre en place un système résilient,

---

<sup>45</sup> Barry, Ben et al. *Op. Cit.*, p.9.

<sup>46</sup> Boulègue, Mathieu et al. *Op. Cit.*, p.19.

<sup>47</sup> Luzin, Pavel. *Russian Military Drones: Past, Present, and Future of the UAV Industry*, Foreign Policy Research Institute (FPRI), <https://www.fpri.org/article/2023/11/russian-military-drones-past-present-and-future-of-the-uav-industry>, 30 novembre. Consulté 19 octobre, 2025.

<sup>48</sup> Miroshnychenko, Bogdan. *Russia's military-industrial complex is gaining momentum. Where does the money come from, and who helps Russia produce missiles?*, *Ukrainska Pravda*, <https://www.pravda.com.ua/eng/articles/2023/05/29/7404294>, 29 mai 2023. Consulté le 21 janvier 2026.

<sup>49</sup> Boulègue, Mathieu et al. *Op. Cit.*, p.46.

beaucoup moins dépendant de l'Occident, et habitué à trouver des solutions innovantes à ses problèmes, comme le contournement des sanctions par des pays tiers tels que le Kazakhstan, la Turquie ou l'Azerbaïdjan, ou encore en s'appuyant davantage sur des pays dits « amis » qui n'ont pas sanctionné la Russie, comme la Corée du Nord, la Chine et l'Iran.<sup>50</sup> Il est ainsi raisonnable d'estimer que le CMI russe contribuera à reconstituer les forces armées russes dans les prochaines années, et ce, même si les sanctions ne sont pas levées à la suite d'un cessez-le-feu ou d'une autre résolution diplomatique du conflit.

### III. L'incapacité militaire européenne

L'incertitude quant à l'engagement militaire américain en Europe et les appétits révisionnistes de la Russie, qui ne se limitent pas à l'Ukraine, rendent en effet la situation particulièrement dangereuse pour les États européens, d'autant que ceux-ci ne sont pas encore prêts à assurer seuls leur défense conventionnelle. Si la grande majorité de ces États sont finalement sortis de leur torpeur stratégique en abandonnant l'illusion des « dividendes de la paix », leur réarmement est loin d'être achevé.

En réalité, la plupart des États européens n'ont commencé à aligner leurs actions sur leurs déclarations politiques qu'en 2024 ou 2025, et ont ainsi entériné une montée en puissance militaire susceptible de faire face à un conflit de haute intensité avec les forces russes.<sup>51</sup> Cependant, les dynamiques de réarmement et de montée en gamme capacitaire sont des projets longs et fastidieux, dont les premiers résultats commencent à être visibles, mais qui restent fondamentalement trop timides pour permettre aux États européens de former, ensemble, une puissance stratégique à part entière.

L'impréparation des États européens face à la menace russe transparaît dans les débats relatifs à la « Coalition des Volontaires ». Alors que les représentants de nombreux pays européens ont publiquement déclaré que la Russie constituait une menace majeure pour leur sécurité et celle du continent, le projet de cette coalition se caractérise jusqu'à présent par l'incapacité de ces États à s'entendre et à faire émerger des positions communes.<sup>52</sup> En un sens, cette coalition cristallise le nœud du problème qui limite la réalisation du projet d'autonomie stratégique européenne : la désunion des objectifs et priorités des différents États européens. En effet, les premiers privilégient

---

<sup>50</sup> Byrne, James et al. "The Orient Express: North Korea's Clandestine Supply Route to Russia", *Royal United Services Institute (RUSI)*, <https://rusi.org/explore-our-research/publications/>, 16 octobre 2023. Consulté le 19 janvier 2026.

<sup>51</sup> Masson Hélène. "Réarmement européen : une industrie de défense sur une ligne de crête", *Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)*, mars 2025., p.45-49.

<sup>52</sup> Posen, Barry. How Europe Can Deter Russia, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/north-america/how-europe-can-deter-russia>, 21 avril 2025, Consulté le 7 février 2026.

Pays	Contribution militaire possible	Types d'unités	Position politique et diplomatique	Limites et obstacles
<b>Allemagne</b>	~ 4'000-4'500	- 1 brigade de manœuvre - Plusieurs escadres d'aviation	- Conservatrice mais pas opposée - En attente de leadership FR et UK	- Incertitude quant à un affrontement direct avec les forces russes
<b>Baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie)</b>	~ 4'000	- 1 brigade de manœuvre	- Volontaires mais donnent la priorité à leur défense territoriale	- Peur de dégarnir leur propre défense - Soutien populaire limité
<b>Canada</b>	~ 400-2'200	- 1 bataillon ou jusqu'à l'équivalent d'1 MBG de l'OTAN (déployé en Lettonie)	- Volontaire, avec support de la population - En attente de leadership FR et UK	- Un cessez-le-feu est une condition préalable
<b>Finlande</b>	-	-	- Priorité absolue à la défense nationale - « Peacekeeping » possible	- Frontière directe de la Finlande avec la Russie = besoin de toutes les forces disponibles
<b>France</b>	~ 12'000-15'000	- 2 brigades interarmes - Plusieurs escadres d'aviation	- Position de leader avec UK - Conception de « force de sécurité tampon », pas déployée au front	- Support populaire limité - Incertitude quant à un affrontement direct avec les forces russes
<b>Italie</b>	-	-	- Publiquement exclu l'envoi de troupes au sol	
<b>Pologne</b>	-	-	- Publiquement exclu l'envoi de troupes au sol	- Priorité absolue à la défense nationale
<b>Royaume-Uni (UK)</b>	12'000-15'000	- 2 brigades interarmes - Plusieurs escadres d'aviation	- Position de leader avec FR - Conception de « force de sécurité tampon »	- Nécessité d'un « backstop » des USA
<b>Suède</b>	1'000-2'000	- 2-3 bataillons de mêlée - Possiblement des unités d'aviation	-	-
<b>Turquie</b>	~ 4'000-8'000	- 1-2 brigades - Possiblement des unités d'aviation	- Volontaire, marquée par le souhait d'être pris en compte	- Volonté de garder son rôle de médiateur - Cessez-le-feu est une condition préalable
<b>Autres</b>	~ 4'000- ?	-	-	-
<b>Total</b>	~ 40'000-60'000	<b>1 corps d'armée</b>	<b>Volontaire mais désunie</b>	<b>Pas d'accord sur les conditions</b>

Figure 4 – Positions des États européens, alliés et institutions sur la « Coalition des Volontaires » (estimations).<sup>53</sup>

<sup>53</sup> Sources : Ebert, Niklas et al. "Coalition of the Willing", *German Marshall Fund (GMF)*, Report, mai 2025. ; Zsiros, Sandor. Security guarantees: These are the European countries willing to send troops to Ukraine, *Euronews*, <https://www.euronews.com/my-europe/2025/08/21/security-guarantees-these-are-the-european-countries-willing>

leur sécurité nationale à un engagement commun en Ukraine, quand les seconds refusent d'agir sans l'engagement américain, tandis que les derniers craignent une confrontation directe avec les forces russes sans résolution diplomatique préalable.<sup>54</sup> Dès lors, ce qui apparaissait initialement comme une initiative politico-militaire prometteuse révèle en fait l'incapacité criante de l'Europe à peser dans le rapport de force. Cela se vérifie, au niveau militaire par les propositions de contribution des différents États européens à une « force de réassurance » de cette coalition (voir Figure 4 ci-dessus). Ainsi, d'après les déclarations publiques des différents gouvernements, les Européens seraient prêts à déployer entre 40 000 et 60 000 hommes, soit l'équivalent d'un corps d'armée composé de trois à quatre divisions de mêlée et d'artillerie, complété par l'équivalent d'une brigade d'aviation. Si cette force paraît crédible sur le papier, le flou qui entoure les tâches qui pourraient lui être assignées ainsi que ses conditions d'engagement n'assurent en rien sa crédibilité. Dans cette configuration, l'initiative de la coalition, qui n'est pour l'instant qu'une série de belles promesses, ne fait que confirmer les hypothèses américaines et russes : les Européens sont incapables de peser réellement dans le rapport de force. Cette incapacité à s'entendre sur une force offrant des garanties de sécurité à l'Ukraine, un enjeu décrit comme majeur, voire vital, par la grande majorité des États européens, est le révélateur de leur inaptitude à agir sans le leadership américain en cas d'agression russe à l'est du continent.

Les débats et les actions des États européens concernant la coalition en Ukraine ont montré qu'il était permis de douter de leur volonté politique de faire face à un conflit direct avec la Russie. Mais qu'en est-il de leur capacité militaire ? C'est là que la notion de « fenêtre de vulnérabilité stratégique » prend tout son sens, car le scénario d'un désengagement américain, qu'il soit d'ailleurs total ou partiel, laisserait des lacunes capacitaires et matérielles majeures que les Européens ne seraient simplement pas en mesure de combler dans un délai de deux à cinq ans (voir Figure 5 ci-dessous). Selon le rapport de l'IISS, en cas de retrait militaire américain massif du continent européen, la facture pour remplacer totalement les capacités américaines et maintenir la même posture de force ainsi que les mêmes capacités stratégiques s'élèverait entre 226 et 344 milliards d'USD.<sup>55</sup> Ces estimations, qui se concentrent plus spécifiquement sur les équipements majeurs dans les trois domaines terrestre, naval et aérien – les domaines du renseignement et du spatial sont par exemple laissés de côté – tablent sur une facture totale à hauteur de 282,67 milliards d'USD. Ces estimations ne tiennent pas compte des coûts de production de certaines munitions (obus de 155mm, armement air-air et air-sol, et munitions de petits calibres, par exemple).

---

to-send-troops-to-ukraine, 21 août 2025, Consulté le 20 octobre 2025 ; Bergmann, Max and Svendsen, Otto. "How Europe Can Defend Itself with Less America", CSIS, October 2025., p.6-7.

<sup>54</sup> Bielieskov, Mykola. What is the Coalition of the Willing actually willing to do in Ukraine?, *Atlantic Council*, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/what-is-the-coalition-of-the-willing-actually-willing-to-do-in-ukraine/>, 9 septembre 2025. Consulté le 15 janvier 2026.

<sup>55</sup> Barry, Ben et al. *Op. Cit.*, p.16.



Figure 5 - Liste des principaux manques en équipements militaires des États européens en cas de désengagement américain et coûts de leur remplacement (estimations).<sup>56</sup>

Domaine	Type d'équipement (Exemples)	Quantité manquante	Estimation coût unitaire en mio. USD	Estimation coûts totaux en mio. USD	Temps production en mois
Terre	Chars (Leopard 2, K2, M1 Abrams)	~ 600	25	15'000	~ 18-24
	IFVs (CV90, Lynx, Puma) APCs (Boxer, Rosomak) AFVs (ACV)	~ 2'430	7.95	19'320	~ 12-18
	Véhicules de mobilité protégée (Dingo, Bushmaster)	~ 4'200	1	4'200	~ 6-18
	Système d'artillerie (Caesar, Archer, K9)	~ 200	11.25	2'250	~ 12-18
	MLRSs (Chunmoo, HIMARS, PULS)	~ 100	22.5	2'250	~ 6-12
	Longue portée ADSs (Patriot, SAMP-T) Théâtre ADSs (THAAD)	~ 27	1'625	43'875	~ 12-18
Mer	SNAs (Astute, Suffren)	~ 10	2'100	21'000	~ 60-84
	Porte-avions (Charles de Gaulle, Queen Elizabeth) LHDs (Trieste, Anadolu)	~ 4	2'950	11'800	~ 48-60
	Destroyers (Arleigh Burke)	~ 20	2'250	45'000	~ 48-60
	Frégates (FDI, FREMM)	~ 6	1'150	6'900	~ 24-36
	Missiles attaques longue portée (Tomahawks)	~ 1'200	4	4'800	~ 12-24
	Missiles de marine ADSs (Aster 30, Aster 15)	~ 3'500	2.85	9'975	~ 12-24
Air	Avions de combat (Rafale, Gripen, F-35)	~ 400	140	56'000	~ 18-36
	Avions de guerre sous-marine (P-1, P-8A Poseidon)	~ 15	285	4'275	~ 18-36
	Avions de C2 et renseignement (E-2D, Globaleye)	~ 6	510	3'060	~ 18-36
	Hélicoptères de combat (AH-64 E, AW101)	~ 80	50	4'000	~ 6-18
	Hélicoptères de transport (CH-47, UH-60M)	~ 250	54	13'500	~ 6-18
	Drones MALE (MQ-9A/B)	~ 50	45	2'250	~ 6-12
	Missiles air-air (AIM-9X, ASRAAM) Missiles air-sol (AGM-158, SCALP)	~ 4'200	1.7	7'140	~ 12-24
	Missiles antiradars (Meteor) Missiles anti-marin (EXOCET, LRASM)	~ 2'700	2.25	6'075	~ 12-24
		-	-	<b>282'670</b>	-

<sup>56</sup> Sources : Barry, Ben et al. *Op. Cit.*, p.16-20. Grand, Camille. *Op. Cit.*, p.11-14. Next in A&D: aerospace and defense industry trends, *PWC*, <https://tinyurl.com/5czwymz7>, 9 janvier 2025. Consulté le 3 avril 2026.

Même s'il est clair que le coût financier pour remplacer les capacités américaines en Europe est très élevé – il équivaut à environ 1.7% du PIB européen, soit l'équivalent du PIB du Sri Lanka – l'aspect financier n'est pas le seul, voire pas même le principal obstacle à une autonomie ou une indépendance stratégique européenne.<sup>57</sup> En effet, le délai nécessaire pour produire davantage de ces équipements afin d'assurer un degré de dissuasion militaire satisfaisant face à la Russie est encore plus problématique que leur prix. Si certains systèmes peuvent être produits en masse relativement rapidement (entre six mois et un an) et dont les chaînes de production peuvent être partiellement intégrées à la production civile (comme les véhicules terrestres ou certains drones), ce n'est pas le cas pour la plupart des équipements militaires majeurs.<sup>58</sup> En effet, les chaînes de production navales, par exemple, sont spécifiques aux bâtiments de premier rang, tels que les frégates, les porte-avions (et les *Landing Helicopter Dock* ou LHD) et les sous-marins, et il n'est pas possible d'augmenter leur productivité en les liant à des chaînes civiles. Il en va de même dans le domaine de l'aéronautique. C'est ce qui explique les délais de production très longs, pouvant atteindre sept ans pour les sous-marins nucléaires d'attaque (SNA), cinq ans pour les bâtiments marins de premier rang de la marine et jusqu'à trois ans pour les avions de chasse et de renseignement (voir Figure 5). En conséquence, ces délais de production et ces limitations industrielles et technologiques font qu'il est impossible pour les États européens de combler les lacunes capacitaires qui résulteraient d'un désengagement américain, même dans un horizon de cinq ans. On peut également ajouter que le simple remplacement des capacités américaines par un agrégat de capacités des différentes nations européennes reviendrait à une diminution de l'efficacité opérationnelle de ces systèmes.

Par ailleurs, les États européens sont confrontés au défi du dimensionnement et du commandement de leurs forces armées, au sens où aucune armée européenne ne semble actuellement disposer de la capacité d'armer et de conduire un corps d'armée constitué dans son intégralité de moyens « nationaux ».<sup>59</sup> Cet élément est moins visible, mais pas pour autant moins essentiel, car il témoigne de l'incapacité de l'Europe à mener des opérations à grande échelle de manière réellement indépendante.<sup>60</sup> Or, à l'heure actuelle, si les pays européens disposent sur le papier d'une dizaine d'état-major de niveau corps d'armée et d'une quantité suffisante de brigades et de divisions pour les alimenter, ils ne disposent guère d'un nombre suffisant d'officiers généraux formés à conduire un tel échelon dans un théâtre d'opération face à un adversaire de

---

<sup>57</sup> Liste des pays par PIB (PPA), *Wikipedia*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_pays\\_par\\_PIB\\_\(PPA\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_(PPA)). Consulté le 21 janvier 2026.

<sup>58</sup> German Automotive Industry Shifting to Military Production: Opportunities and Challenges, *AlphaHelden International*, <https://tinyurl.com/yf5j9f4s>, 16 mars 2025. Consulté le 12 janvier 2026.

<sup>59</sup> Garnier, Guillaume. "Le corps d'armée, nouvel étalon de puissance pour les forces terrestres", *IFRI*, avril 2025., p.3.

<sup>60</sup> Garnier, Guillaume. *Op. Cit.*, p.4.

niveau équivalent.<sup>61</sup> S'il est actuellement impossible d'évaluer la capacité d'adaptation des armées européennes en cas de crise majeure, il n'en reste pas moins que, sans le soutien organisationnel, logistique et de commandement des américains, les forces armées européennes ne seraient guère en mesure, au moins initialement, de soutenir un engagement militaire de haute intensité. De manière générale, cet élément soulève la question de la manière de faire fonctionner une défense européenne commune, et donc de trouver le bon équilibre entre la délégation de prérogatives régaliennes à l'échelon supérieur, donc supranational, par les États et le respect des divers intérêts nationaux de pays aux contraintes géopolitiques variées.

## Conclusion

L'Europe est confrontée à une période critique où sa sécurité collective pourrait être gravement mise à l'épreuve. Selon plusieurs études et analyses, et surtout en tenant compte des nombreuses déclarations américaines, il est fort probable que le niveau d'engagement militaire américain en Europe diminue prochainement de manière significative. À ce propos, certains analystes évoquent un passage d'une contribution de 50% des capacités de l'OTAN à environ 30%<sup>62</sup>, une tendance qui risque de s'inscrire dans la durée, et ce même en cas de victoire démocrate à l'élection présidentielle américaine en 2028. Parallèlement, la Russie de Vladimir Poutine est en guerre, et il est difficilement imaginable que le président russe infléchisse sa politique néo-impérialiste sans essuyer une défaite majeure en Ukraine. Enfin, les Européens dépendent encore largement des capacités militaires américaines, que ce soit en termes d'effectifs, de politique industrielle de défense ou encore de commandement.

En somme, la sécurité du Vieux Continent est mise en danger à un niveau qui n'avait pas été observé depuis les années 1930. Si les doutes quant à la crédibilité de l'engagement américain évoquent la fin des années 1950 et les hésitations de l'Administration Kennedy quant à la défense conventionnelle et nucléaire de l'Europe, aux lendemains des crises de Cuba et de Berlin, les velléités révisionnistes d'une puissance majeure, proche géographiquement, associées à la tendance des autres États européens à l'*appeasement* rappellent le morcèlement de la Tchécoslovaquie par Hitler après le Traité de Munich de 1938. Si l'histoire est bonne conseillère, les décideurs politiques européens seraient bien avisés d'évaluer immédiatement les implications stratégiques de cette « fenêtre de vulnérabilité stratégique », afin d'éviter qu'elle ne se transforme en faille fatale, dans laquelle l'ensemble du continent pourrait sombrer.

S'il n'existe pas de solution évidente et rapide aux dilemmes de sécurité actuels en Europe, de nombreux leviers sont néanmoins à la disposition des décideurs politiques.

---

<sup>61</sup> Se référer au tableau à la p.4 de : Garnier, Guillaume. *Op. Cit.*

<sup>62</sup> Tenenbaum, Élie et al. *Op. Cit.*, p.11.

Le premier, et sans doute le plus important, est de permettre à l'Ukraine de résister à l'agression russe, ou tout du moins, d'éviter un effondrement de Kyiv et une victoire stratégique de Moscou qui redéfinirait largement l'architecture de sécurité en Europe. Pour ce faire, les Européens doivent agir de manière résolue dans le domaine de l'armement et prendre des engagements politiques à la hauteur des enjeux actuels. Par ailleurs, ils doivent établir ensemble une véritable autonomie stratégique et investir de manière substantielle dans le renforcement et la modernisation de leur outil militaire.

À l'échelon militaire-stratégique, plusieurs pistes sont envisageables pour remédier rapidement aux carences européennes, comme le suggère un rapport du CSIS intitulé « *Comment l'Europe peut se défendre avec moins d'Amérique* ». <sup>63</sup> Premièrement, une piste consisterait à créer une force paneuropéenne de « réaction rapide », capable de remplacer les brigades de mêlée américaines pouvant être déployées rapidement sur le flanc oriental en cas d'attaque russe. Une telle force pourrait être constituée en utilisant la taille respectable de certaines armées européennes (Italie, Espagne, voire France), tout en assurant leur dotation en équipements par des pays plus à l'aise sur le plan financier (Allemagne, pays scandinaves, etc.). Deuxièmement, les Européens doivent faire l'effort de se procurer ensemble des équipements interopérables, voire interchangeables, afin d'accroître leur capacité à évoluer et à combattre ensemble. Troisièmement, il est vital pour les pays européens d'acquérir rapidement et en grande quantité des munitions et des stocks leur permettant de tenir dans la durée en cas de conflit de haute intensité avec la Russie. Les besoins les plus pressants concernent avant tout l'artillerie, les capacités de frappes en profondeur et les systèmes de défense aérienne. Quatrièmement, les Européens doivent rapidement réduire leur dépendance aux forces armées américaines dans le domaine des *strategic enablers*, ou multiplicateurs de force, principalement dans les domaines du commandement et du contrôle (C2) et du transport aérien stratégique. Cinquièmement, et enfin, les pays européens doivent viser à « européeniser » les structures de commandement de l'OTAN, soit en investissant dans des structures complémentaires à celles de l'Alliance, comme la *Joint Expeditionary Force* – un corps expéditionnaire hors du cadre de l'OTAN dont le Royaume-Uni est la nation-cadre et qui englobe des participants du Danemark, de la Finlande, de l'Estonie, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, des Pays-Bas, de la Suède et de la Norvège –, soit en visant à créer une dissuasion proprement européenne. Des développements intéressants dans ce domaine ont récemment été annoncés, avec la réattribution des commandements de l'échelon opératif au sein de l'OTAN. Alors que les Européens (allemands et polonais) dirigeront les *Joint Force Commands*, qui sont les commandements opérationnels de crise, les États-Unis assumeront quant à eux le commandement de théâtres dans les trois domaines (terre, air et mer) et continueront à pourvoir le poste de *Supreme Allied Commander*

---

<sup>63</sup> Bergmann, Max and Svendsen, Otto. *Op. Cit.*



Europe (SACEUR).<sup>64</sup> Enfin, et peut-être plus important encore, une mobilisation des échelons politiques des États européens est essentielle pour faire preuve d'une véritable volonté de faire face et de peser dans le rapport de force. En parallèle, les pays européens risquent de se voir confrontés, au niveau national, à des menaces asymétriques et hybrides, liant quantité de leurs moyens et limitant leur capacité d'action commune.

Ces quelques éléments représentent de véritables défis pour les pays européens, qui devront faire face à une menace potentiellement existentielle, tout en affirmant leurs ambitions et la puissance de l'Europe pour l'avenir. Les prochaines années, qui révéleront cette « fenêtre de vulnérabilité stratégique », représenteront sans doute un immense défi, mais aussi une opportunité majeure pour les États européens et l'Europe. Comme le disait Jean Monnet, l'un des pères fondateurs du projet européen, *“L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises (...)”*.<sup>65</sup> Alors espérons qu'une fois encore, face à la tourmente, les États européens et l'Europe trouvent la sagesse et les ressources nécessaires pour surmonter les obstacles et bâtir ensemble leur avenir.

\* \*  
\*

---

<sup>64</sup> European Allies to take on new leadership roles in NATO's Command Structure, *NATO*, <https://www.nato.int/en/news-and-events/articles/news/2026/02/06/european-allies-to-take-on-new-leadership-roles-in-natos-command-structure>, 5 février 2026. Consulté le 13 février 2026.

<sup>65</sup> Snégaroff, Thomas. “L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises”, *franceinfo*, <https://tinyurl.com/mrzh2f38>, 27 juin 2016. Consulté le 10 janvier 2026.



## Bibliographie

Barry, Ben et al. *Op. Cit.*, p.13-16. Voir aussi : Millot, Marc Dean. "The Future of U.S. Military Presence in Europe", *RAND Corporation*, 1992.

Ben Barry et al. "The Future of NATO's European Land Forces : Plans, Challenges, Prospects", *IJSS*, juin 2023.

Baverez, Nicolas et Bernard Cazeneuve. Réarmer la France- Guerre de haute intensité en Europe : un modèle d'armée à transformer, *Institut Montaigne*, <https://tinyurl.com/23697z23>, 25 juillet 2025. Consulté le 12 janvier 2026.

Bergmann, Max and Svendsen, Otto. "How Europe Can Defend Itself with Less America", *CSIS*, October 2025.

Bielieskov, Mykola. What is the Coalition of the Willing actually willing to do in Ukraine?, *Atlantic Council*, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/what-is-the-coalition-of-the-willing-actually-willing-to-do-in-ukraine/>, 9 septembre 2025. Consulté le 15 janvier 2026.

Boulègue, Mathieu et al. "Assessing Russian plans for military regeneration – Modernization and reconstitution challenges for Moscow's war machine", *Chatham House*, Research Paper, July 2024

Bouissou, Julien. Espionage, sabotage and ghost tanks in the Baltic Sea, *Le Monde*, <https://tinyurl.com/25tuvk62>, 13 octobre 2025. Consulté le 18 octobre 2025.

Byrne, James et al. "The Orient Express: North Korea's Clandestine Supply Route to Russia", *Royal United Services Institute (RUSI)*, <https://rusi.org/explore-our-research/publications/>, 16 octobre 2023. Consulté le 19 janvier 2026.

Вперед, в прошлое. Россия требует от США и НАТО восстановить в Европе ситуацию 1997 года, *Kommersant*, <https://tinyurl.com/bp5m286v>, 17 décembre 2021. Consulté le 2 octobre 2025.

Carlough, Molly et al. "Where Are U.S. Forces Deployed in Europe?", *Council on Foreign Relations (CFR)*, <https://www.cfr.org/article/where-are-us-forces-deployed-europe> 25 février 2025. Consulté le 29 janvier 2026.

Colby, Elbridge. *The Strategy of Denial: American Defense in an Age of Great Power Conflict*, Yale University Press, 2021.

Czupryk, Maxime. L'Europe ne peut pas supposer que la présence militaire américaine durera éternellement, *7sur7*, <https://tinyurl.com/nakbwmb>, 14 février 2025. Consulté le 10 janvier 2026.

Dempsey, Judy and Valasek, Tomas. Trump's NATO, *Carnegie Endowment*, <https://carnegieendowment.org/europe/strategic-europe/2018/07/trumps-nato?lang=en>, 12 juillet 2018. Consulté le 6 février 2026.

"Désinformation russe : Mieux connaître le phénomène pour y faire face – Dossier de Presse", *Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères*, 2024.



Doshi, Rush. *The Long Game: China's Grand Strategy to Displace American Order*, Oxford University Press, 2021.

Duclos Michel. “[Scénarios] L’OTAN à l’épreuve de la menace russe : l’hypothèse balte”, *Institut Montaigne*, Octobre 2025.

Ebert, Niklas et al. “Coalition of the Willing”, *German Marshall Fund (GMF)*, Report, mai 2025.

Erickson, Andrew S. “The People of China’s Navy and Other Maritime Forces”, *China Maritime Studies Institute*, China Maritime Report No.47, mai 2025.

European Allies to take on new leadership roles in NATO’s Command Structure, *NATO*, <https://www.nato.int/en/news-and-events/articles/news/2026/02/06/european-allies-to-take-on-new-leadership-roles-in-natos-command-structure>, 5 février 2026. Consulté le 13 février 2026.

Fontaine, Richard and Blackwill, Robert. “The U.S. Pivot to Asia and American Grand Strategy”, *Horizons*, Autumn 2024, No.28

Fontanellaz, Adrien. *L’armée ukrainienne – Une histoire militaire et immédiate 1991-2025*, Infolio, 2025.

Garnier, Guillaume. “Le corps d’armée, nouvel étalon de puissance pour les forces terrestres”, *IFRI*, avril 2025.

Gergieva, Valeriia. Network reflections: What will Trump’s election mean for European security, *European Leadership Network*, <https://europeanleadershipnetwork.org/commentary/network-reflections-what-will-trumps-election-mean-for-european-security/>. 08 novembre 2024. Consulté le 6 août 2025.

German Automotive Industry Shifting to Military Production: Opportunities and Challenges, *AlphaHelden International*, <https://tinyurl.com/yf5j9f4s>, 16 mars 2025. Consulté le 12 janvier 2026.

Grand, Camille. “Defending Europe with Less America”, *ECFR*, July 2024.

Henrotin, Joseph. “Quatre ans de guerre plus tard : les inconnues de la puissance militaire russe”, *Défense & Sécurité Internationale (DSI)*, N° 106 hors-série, février-mars 2026.

Hird, Karolina. Russia’s Military Restructuring and Expansion Hindered by the Ukraine War, *ISW*, <https://tinyurl.com/2ab9z8bj>, 12 novembre 2023, Consulté le 14 octobre 2025.

“International Security and Estonia 2024”, *Estonian Foreign Intelligence Service*, 2024.

Jauvert, Vincent. “Bill, donne l’Europe à la Russie” : les incroyables échanges secrets Clinton-Eltsine, *Nouvel Obs*, <https://tinyurl.com/a2emfnxa>, 11 novembre 2018. Consulté le 20 octobre 2025.

Kagan, Robert. *The Jungle Grows Back : America and Our Imperiled World*, New York: Vintage Books, 2019.



Kononko, Kostiantyn. ““Hybrid” Strategy of the Russian Federation toward European Countries: Forms, Content and Possible Countermeasures”, *Konrad Adenauer Stiftung*, 2025.

Liste des pays par PIB (PPA), *Wikipedia*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_pays\\_par\\_PIB\\_\(PPA\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_(PPA)). Consulté le 21 janvier 2026.

Luzin, Pavel. *Russian Military Drones: Past, Present, and Future of the UAV Industry*, *Foreign Policy Research Institute (FPRI)*, <https://www.fpri.org/article/2023/11/russian-military-drones-past-present-and-future-of-the-uav-industry>, 30 novembre. Consulté 19 octobre, 2025.

Massicot, Dara and Richard Connolly. “Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects, Carnegie Endowment for International Peace, September 2024.

Masson Hélène. “Réarmement européen : une industrie de défense sur une ligne de crête”, *Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)*, mars 2025.

McGerty, Fenella and Karl Dewey, Global Defence Spending Soars to New High, *IJSS*, <https://www.ijss.org/online-analysis/military-balance/2025/02/global-defence-spending-soars-to-new-high/>, 12 février 2025. Consulté le 7 février 2026.

Minic, Dimitri. *Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l’homme, 2023.

Miroshnychenko, Bogdan. Russia’s military-industrial complex is gaining momentum. Where does the money come from, and who helps Russia produce missiles?, *Ukrainska Pravda*, <https://www.pravda.com.ua/eng/articles/2023/05/29/7404294>., 29 mai 2023. Consulté le 21 janvier 2026.

Murray Shona. US troop drawdown in Romania signals wider US pivot away from Europe, *Euronews*, <https://www.euronews.com/my-europe/2025/11/03/us-troop-drawdown-in-romania-signals-wider-us-pivot-away-from-europe>, 3 novembre 2025. Consulté le 10 janvier 2026.

National Defense Strategy 2026, *Department of War*, 23 January 2026.

Next in A&D: aerospace and defense industry trends, *PWC*, <https://tinyurl.com/5czwymz7>, 9 janvier 2025. Consulté le 5 février 2026.

Popescu, Ionut. “Adapting US Defense Strategy to Great-Power Competition, *The US Army War College Quarterly*, Manuscript 3332, 2025.

Posen, Barry. How Europe Can Deter Russia, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/north-america/how-europe-can-deter-russia>, 21 avril 2025, Consulté le 7 février 2026.

Remarks by Under Secretary of War for Policy Elbridge Colby at the NATO Defense Ministerial (As Prepared), U.S. Department of War, <https://www.war.gov/News/Speeches/Speech/Article/4404801/remarks-by-under-secretary-of-war-for-policy-elbridge-colby-at-the-nato-defense/>, 12 février 2026. Consulté le 13 février 2026.



Russian Military Districts, *Institute for the Study of War (ISW)*, <https://understandingwar.org/map/russian-military-districts/>, 10 mai 2022, Consulté le 16 octobre 2025.

Russian Military Forces : Interactive Map, Georgian Foundation for Strategic and International Studies (GFSIS), <https://gfsis.org.ge/maps/russian-military-forces>, Consulté le 3 février 2026.

Russo-Ukrainian Warspotting, Confirmed losses, <https://web.archive.org/web/20240409070200/https://ukr.warspotting.net/>. Consulté le 15 janvier 2026.

Schmitt, Olivier. “How to challenge an international order: Russian diplomatic practices in multilateral security organisations,” *European Journal of International Relations*, N°26, Vol. 3, 2019.

Snégaroff, Thomas. “L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises”, *franceinfo*, <https://tinyurl.com/mrzh2f38>, 27 juin 2016. Consulté le 10 janvier 2026.

Spatafora, Giuseppe. No surprises? Preparing for the US defence strategy and posture review, EUISS, <https://www.iss.europa.eu/publications/commentary/no-surprises-preparing-us-defence-strategy-and-posture-review>, 24 juillet 2025. Consulté le 11 novembre 2025.

Tanghe, Mila. “Going, Going . . .? The US Base Network in Europe”, ECFR, <https://cepa.org/article/going-going-the-us-base-network-in-europe/>, 14 avril 2025. Consulté le 12 janvier 2026.

Tenenbaum, Élie et al. “Quelle autonomie capacitaire pour l'Europe ? – Une analyse multi-domaine”, *IFRI*, Octobre 2025.

Trump calls for ‘ceasefire now’ between Russia and Ukraine, *AP News*, <https://apnews.com/live/donald-trump-latest-news-2-28-2025>, 25 février 2025. Consulté le 20 janvier 2026. Traduction de l'auteur.

United States military deployments, *Wikipedia*, [https://en.wikipedia.org/wiki/United\\_States\\_military\\_deployments](https://en.wikipedia.org/wiki/United_States_military_deployments). Consulté le 5 février 2026.

Sullivan, Kate. Trump says he would encourage Russia to ‘do whatever the hell they want’ to any NATO country that doesn’t pay enough, *CNN*, <https://edition.cnn.com/2024/02/10/politics/trump-russia-nato>, 11 février 2024. Consulté le 4 janvier 2026.

Van Rij, Armida et Kajsa Ollongren. Five key priorities for NATO after the summit in The Hague – and how to make progress, *Chatham House*, <https://tinyurl.com/58amju7x>, Consulté le 7 février 2026.

Violations of non-combatant airspaces during the Russo-Ukrainian war (2022–present), *Wikipedia*, <https://tinyurl.com/yk977pr8>. Consulté le 20 octobre 2025.



Zsiros, Sandor. Security guarantees: These are the European countries willing to send troops to Ukraine, *Euronews*, <https://www.euronews.com/my-europe/2025/08/21/security-guarantees-these-are-the-european-countries-willing-to-send-troops-to-ukraine>, 21 août 2025, Consulté le 20 octobre 2025



CHPM

Centre d'Histoire et de Prospective Militaires